



Déclaration liminaire CTSD du 5 septembre 2017

**Monsieur le Directeur Académique,
Mesdames et messieurs, membres du CTSD,**

Cette rentrée 2017 se place sous le signe de la confiance, le ministre l'a rappelé à plusieurs occasions ! La confiance qu'il affiche envers les acteurs de terrain ne suffit pas cependant à donner confiance à la profession pour laquelle l'Unsa Education revendique un temps long, une école durable et non une avalanche de décisions et d'annonces.

Lors de sa conférence de presse le ministre a fait part des chantiers de la rentrée :

- Selon le ministre, l'assouplissement des rythmes scolaires aurait été demandé par un grand nombre de personnes. Notre ministre nous explique qu'il a voulu se montrer pragmatique, pourtant la publication tardive du décret autorisant une nouvelle dérogation possible (4 journées de 6h) a mis la communauté éducative sous tension à la sortie des classes. Au final, 31.8% des écoles (représentant 28.7% des élèves scolarisés) ont choisi d'utiliser dès septembre la possibilité offerte par le décret de revenir à une semaine de 4 jours. Pour l'Unsa Education, cette année scolaire qui va voir cohabiter semaine de 4 jours et semaine de 4.5 jours sur le terrain sera l'occasion d'évaluer les différentes organisations. Il apparaît important de ne pas oublier l'intérêt des élèves.

- Le second chantier engagé dès cette rentrée concerne les CP dans les REP+. Bien que nous ne soyons pas concernés par cette mesure dans le département pour cette rentrée, nous regardons ce que ce passe ailleurs. L'Unsa Education remarque que cette mesure ne se met pas en place de la même façon sur tout le territoire : transformation des postes PDMQDC en CP, redéploiement de postes moins de trois ans ou de remplacement ou encore création de CP à 12 sans enseignant supplémentaire dans les écoles. Nous espérons que dans les Deux-Sèvres, le dispositif qui nous concernera à la prochaine rentrée ne déshabillera pas Pierre pour habiller Paul. L'Unsa Education réaffirme son attachement au dispositif « plus de maîtres que de classes ».

- Un autre des chantiers engagés dès cette rentrée concerne les devoirs au collège. Le ministre explique que c'est quelque chose « de très demandé par tous » et qui vise à l'égalité entre élèves. Si on peut saluer la louable intention de combattre les inégalités entre élèves en termes d'accompagnement et de ressources, en permettant à tous de pouvoir effectuer leurs devoirs au collège et de rentrer à la maison les « devoirs faits », les moyens de la mise en œuvre de cette mesure ne sont pas très clairs. S'adressera-t-elle à tous les élèves ou aux seuls volontaires ? Outre que les journées sont déjà très longues, l'organisation des transports scolaires en milieu rural rend ce modèle inapplicable. De quelles marges de manœuvre budgétaires disposera le ministre pour financer ce service ?

- Le ministre affirme également un accompagnement fort des élèves en situation de handicap. Il assure que la promesse présidentielle que chaque élève handicapé soit accompagné sera tenue, pour l'Unsa Education, le compte n'y est pas. Mr Blanquer nous promet 8000 emplois d'AESH de plus mais 80% de ces emplois sont issus de la poursuite du plan de pérennisation des AESH engagé par François Hollande en 2015. Pour l'Unsa Education, l'école inclusive est une priorité, et l'accompagnement est un des éléments indispensable à sa réussite : alors que les besoins en accompagnement ne cessent de croître, comment tenir cette promesse avec une telle baisse des contrats aidés et une si faible augmentation du plafond d'emploi des AESH ?

- Les évaluations nationales font leur retour et les enseignants l'apprennent par la presse à la veille de la rentrée... Le ministre rappelle combien il est important d'avoir une culture de l'évaluation constructive pour

nos élèves. Pour l'Unsa Education, les enseignants de CP sont des professionnels qui disposent déjà de nombreux outils pour repérer les enfants qui ont besoin d'une attention particulière. Ces évaluations dramatisent inutilement l'entrée au CP, alors que les familles et les élèves ont besoin d'être rassurés sur le fait que tout ne se joue pas dans les premières semaines, que chaque enfant est différent et que c'est normal.

Les élèves de 6^e seront, eux, évalués sur support numérique dans deux disciplines, le français et les mathématiques, en novembre. Pour l'Unsa Education, les enseignants sont les mieux à même de choisir les modalités d'évaluation des élèves, et le moment pertinent pour les évaluer. Ils disposent d'ailleurs déjà de banques d'outils pour les y aider. Ce diagnostic crée dès leur entrée en 6^e un climat anxieux alors que depuis quelques années, tous les efforts étaient mis en œuvre pour mieux accompagner l'entrée au collège, en améliorant la liaison CM2/6^e.

Pour l'Unsa Education, l'évaluation doit être positive, au service des apprentissages et de la diversification pédagogique. Les enseignants n'ont pas besoin de leur ministre pour repérer les difficultés des élèves, ils ont en revanche besoin d'une formation continue de qualité et de temps collectifs dans les collèges pour travailler ensemble à la construction des réponses pédagogiques les plus pertinentes.

De nouveau les enseignants voient leur pouvoir d'achat touché notamment par un nouveau gel du point d'indice. Pour l'Unsa éducation, la mise en œuvre du PPCR doit se poursuivre à compter de septembre 2017 avec deux éléments : le reclassement dans la nouvelle grille d'avancement et la mise en place de la classe exceptionnelle. La confiance a du mal à s'installer quand on sait que début juillet le ministre de l'Action et des comptes publics, Gérard Darmanin, a évoqué la perspective d'un report du calendrier de mise en place des mesures liées au PPCR dans le cadre de l'effort budgétaire imposé à la Fonction publique et que le ministre lui-même annonce qu'il veut revoir les barèmes d'avancement des enseignants. Si tel était le cas, l'Unsa Education défendra non seulement l'intégrale application des mesures PPCR, mais aussi les échéances calendaires fixées initialement dans le cadre de ce dossier.

La confiance, notre ministre devra la gagner. Ce ne sont pas les annonces faites dans la presse concernant l'apprentissage de la lecture, la longueur des vacances de la Toussaint, la pluri-annualisation du temps de travail des enseignants, le mode de recrutement des enseignants, le mouvement, et nous en passons, qui rassurent actuellement la profession.

Ce qui nous préoccupe aujourd'hui, lors de cette instance, c'est la dernière phase de la carte scolaire initiée en février dernier. S'il apparaît au ministre que la réussite passe par la baisse des effectifs dans les classes de CP de REP et REP+, la réussite de tous les élèves dépend également des effectifs. La priorité est donnée à l'école primaire et le ministre réaffirme la place du langage à l'école maternelle, nous savons combien ce travail s'avère compliqué lorsque les classes de maternelles sont trop chargées. L'Unsa Education revendique un maximum de 24 élèves ; nous savons que nous en sommes loin. Nous espérons cependant que ce CTSD pourra encore améliorer les conditions de travail des élèves et des enseignants en diminuant notamment le nombre d'élèves par classe là où ce sera nécessaire.